Recherches sociographiques

Daniel LATOUCHE avec la collaboration de Guy FALARDEAU et Michel LÉVESQUE, *Politique et société au Québec. Guide bibliographique*

Jean Crête

Volume 36, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056965ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056965ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Crête, J. (1995). Compte rendu de [Daniel LATOUCHE avec la collaboration de Guy FALARDEAU et Michel LÉVESQUE, *Politique et société au Québec. Guide bibliographique*]. *Recherches sociographiques*, 36(2), 369–370.
<https://doi.org/10.7202/056965ar>

L'analyse des premières élections met en lumière l'importance du suffrage, remarquablement élevée pour l'époque, la prédominance de l'élément britannique dans les circonscriptions urbaines ainsi que sa cohésion puisque son vote en bloc permet de décrocher le tiers des sièges alors qu'il ne compte que 10% de la population. On assiste ensuite aux premiers balbutiements de l'Assemblée, qui doit se doter d'un règlement : se pose dès ce moment le problème de la terminologie française à appliquer à un dispositif procédural essentiellement britannique. Ce problème va hanter l'Assemblée jusqu'à notre époque.

La question du vocabulaire nous conduit tout naturellement au débat sur les langues, que l'Assemblée fera plus tard immortaliser en son enceinte par le peintre Charles Huot. La question de la langue officielle avait été laissée en blanc par le législateur britannique à qui elle importait peu, semble-t-il, et qui ne légifèrera sur le sujet qu'à compter de 1840. Il appartenait donc à l'Assemblée elle-même de fixer les règles du jeu en la matière. L'épisode met en lumière l'instinct dominateur de la minorité anglophone locale, attestée par la prétention de certains de ses membres d'imposer l'anglais comme seule langue de travail de l'Assemblée. La majorité francophone imposera le bilinguisme, solution naturelle dans une colonie britannique où le français est la langue majoritaire.

Le dossier documentaire reproduit des discours et manifestes électoraux, des extraits du *Journal de l'Assemblée*, de nombreux discours parlementaires et des articles de journaux. Les résultats électoraux de 1791, très fragmentaires en ce qui concerne le nombre de votes accordés à chaque candidat, sont reproduits dans le corps du texte.

Ce livre de circonstance complète agréablement et de façon documentée l'ouvrage de Henri BRUN sur la genèse du parlementarisme québécois.

Louis MASSICOTTE

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

Daniel LATOUCHE avec la collaboration de Guy FALARDEAU et Michel LÉVESQUE, *Politique et société au Québec. Guide bibliographique*, Montréal, Boréal, 1993, 432 p.

Enfin, un nouveau guide bibliographique sur la politique au Québec a vu le jour. La préparation d'un tel ouvrage est longue et difficile et, sauf dans la confrérie des bibliothécaires, demeure une activité à laquelle on accorde peu de prestige. Cela explique peut-être le petit nombre d'outils de ce genre préparés au Québec. Les responsables de cette bibliographie peuvent se consoler en pensant à sa longue durée de vie. Il ne faudrait pas se surprendre, par ailleurs, si cette bibliographie était la dernière de son espèce à être publiée sur support de papier.

Pour évaluer la pertinence de l'ouvrage nous nous sommes posé deux questions : quels documents sont recensés ? et comment se retrouver dans cette bibliographie ? Pour le maître d'œuvre de l'ouvrage, le corpus des documents visés devait être de nature « scientifique » — le terme scientifique est pris ici au sens de « travaux savants » et non pas au sens de méthode scientifique — et porter sur la politique au Québec. De plus, les documents devaient avoir été publiés après 1950. Dans la présentation, Latouche dévoile ses intentions et justifie les choix. On notera qu'en plus des références habituelles comme les titres de livres, d'articles

de revues, de thèses ou de documents des administrations publiques, cette bibliographie permet de repérer les chapitres dans les ouvrages collectifs. Parce qu'au Québec nous avons beaucoup utilisé ce type de publication pour diffuser des textes originaux, il était tout à fait indiqué d'en répertorier les chapitres. Pour tester l'exhaustivité du repérage, j'ai choisi au hasard dans ma bibliothèque dix titres d'articles, livres et chapitres de livres portant sur le Québec et j'ai vérifié s'ils se trouvaient dans cet ouvrage. Résultat: dix sur dix.

Une bibliographie est utile si on peut s'y retrouver. Qu'en est-il de celle-ci? D'abord, il faut savoir que c'est un outil qu'on utilise en commençant par la fin. Chaque document recensé a été classé dans une seule rubrique et la liste des rubriques est présentée en toute fin de l'ouvrage. Il y a neuf grandes rubriques. La première comprend les instruments de travail: bibliographies, index, répertoires et ainsi de suite. Les autres grandes rubriques sont intitulées: Cadre constitutionnel et régime fédéral (67 pages), Institutions politiques centrales (21 p.), Institutions et vie politique locale et régionale (28 p.), Partis, élections et comportements (41 p.), Forces politiques, mouvements et groupes d'intérêts (50 p.), Idéologies et idées politiques (36 p.), Dimension extérieure du système politique québécois (42 p.) et Politiques de l'État québécois (65 p.). La table des matières subdivise ces entrées en plus de cinq douzaines de sous-titres, eux-mêmes divisés à nouveau en quelque 378 sous-rubriques. Comme l'auteur le souligne dans sa présentation, la décision de classer un document à un endroit ou un autre est parfois discutable. Par exemple, le texte de Françoise Ouellet, «Génération et changements dans le système de partis: le cas du Québec» ne se retrouve pas dans la rubrique «Partis, élections et comportements / socialisation politique, générations», ni dans une des sous-rubriques de «partis politiques québécois» mais plutôt dans le chapitre sur les forces politiques à la rubrique «jeunes: question de travail, d'identité et de politique». Cette bibliographie est, répétons-le, un outil de travail; il faut s'habituer à la manipuler pour s'y retrouver. La nomenclature est faite de telle sorte qu'on s'y oriente assez rapidement. Voilà un bon point.

On peut aussi trouver l'un ou l'autre des 13 000 documents en utilisant l'index des quelque 6 000 auteurs. En consultant l'index des noms, on constate qu'il y a au moins une trentaine d'auteurs qui ont plus de quinze entrées chacun, la palme du plus prolifique revenant au professeur Vincent Lemieux. Certains auteurs se retrouvent sous plusieurs noms; notre collègue Jon H. Pammett, par exemple, est identifié sous trois variantes de son nom! D'autres petites coquilles se sont glissées ici ou là dans les titres et c'est pourquoi le chercheur aura toujours avantage à retourner au document original lorsqu'il voudra vérifier la date de publication d'un article ou le libellé exact d'un titre.

Cet ouvrage est bien fait et, après un «banc d'essai» d'une semaine d'utilisation, je le trouve déjà fort utile. On s'expliquerait mal de ne pas le trouver dans toutes les bibliothèques publiques québécoises. Les professeurs de science politique auraient aussi grand intérêt à en avoir une copie sous la main tant pour leurs propres travaux que pour les aider à orienter leurs étudiants et étudiantes. Pour ceux et celles qui de l'étranger étudient le Québec, c'est un ouvrage indispensable.

Jean CRÊTE

*Département de science politique,
Université Laval.*